



Montréal, le 3 février 2009

Le très honorable Stephen Harper
Premier ministre du Canada
Chambre des Communes
Ottawa, Ontario K1A 0A6

Monsieur le Premier Ministre,

Le dernier budget fédéral témoigne de l'intérêt de votre gouvernement pour l'avenir de la recherche au Canada. Ces choix doivent être salués très positivement. Ainsi, on ne peut que se réjouir de l'annonce de nouveaux investissements dans les infrastructures universitaires et les équipements scientifiques, notamment par l'attribution de nouveaux budgets à la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI), dont la mission est précisément de favoriser la mise à jour des outils de la recherche. De même, on doit se réjouir des nouveaux investissements prévus dans le domaine des nouvelles technologies. Ces investissements répondent aux préoccupations de la société canadienne contemporaine qui favorise l'inscription de la recherche dans le cycle de l'innovation et la « chaîne des valeurs ». Ces impératifs vont de pair avec les orientations du dernier budget et permettent une action rapide de l'État et des investissements collectifs massifs dans un contexte économique difficile. Ces choix sont malheureusement traversés de nombreuses ambiguïtés et ne répondent pas aux exigences d'une politique cohérente en matière de recherche au Canada. Les orientations adoptées lors du dernier budget appellent trois commentaires particuliers.

Le premier touche à la décision implicite de ne pas poursuivre le financement de Génome Canada, organisme qui, depuis plusieurs années, travaille avec détermination à la poursuite des recherches canadiennes dans le domaine de la génétique. Bien sûr, les engagements financiers antérieurs contractés vis-à-vis des milieux de la recherche jusqu'en 2013 sont maintenus et permettent aux recherches entreprises de se poursuivre, mais nous savons que ces grands chantiers de recherche exigent un long et patient travail d'investigation. Il s'ensuit que l'interruption éventuelle de la séquence financière risque de remettre en cause des années de travail avant même que ces recherches aient connu leur aboutissement et ce malgré de nombreuses années d'investissement collectif. L'absence d'engagement clair en faveur du financement futur de Génome Canada remet totalement en cause les valeurs des investissements passés et risque de

...2



favoriser l'exode des chercheurs qui se sont engagés dans ce domaine au cours des dernières années. Ce serait là une grande perte pour notre collectivité, alors que les États-Unis, restés longtemps en marge du champ, entreprennent d'y réinvestir.

Il en va de même de la diminution de 25 % à 23,5 % des frais indirects rattachés aux activités de recherche universitaire subventionnées par le gouvernement. On réfère ici aux frais administratifs et logistiques nécessaires à la conduite de ces activités de recherche : coûts immobiliers, chauffage et éclairage et entretiens des édifices et des équipements. Alors que le consensus établit la proportion réelle de ces frais à 40 % des subventions versées, leur diminution signifie à toutes fins utiles que le monde universitaire finance indirectement une partie de ces recherches. Le dernier budget aurait été l'occasion de corriger cette situation qui, comme chacun sait, contribue largement au sous-financement des établissements universitaires.

Finalement, le choix de favoriser le développement de secteurs dont on attend des retombées à court terme, comme celui des hautes technologies, s'il répond aux exigences immédiates de notre économie, confine la recherche dans ses formes les moins ambitieuses. L'histoire des sciences révèle pourtant que les travaux de recherche les plus novateurs, sont généralement le produit de recherches menées à long terme dans une perspective de recherche fondamentale. On réfère ici aux travaux menés dans la perspective de connaissances plus générales et sans rentabilité immédiate. L'essentiel des grandes mutations technologiques de notre temps sont ainsi le produit de travaux souvent menés avec exigence, loin des projecteurs de l'actualité et des urgences du moment. Le Canada s'est donné par le biais de ses trois conseils de recherche (CRSH, CRSNG et IRSC) le moyen de s'assurer, qu'à l'abri d'une vision à courte vue, la recherche fondamentale trouve une place particulière dans nos universités. Or le dernier budget consacre au contraire la stagnation des budgets de ces trois conseils, sacrifiant ainsi une vision ambitieuse à une vision fondée sur l'urgence. Plus encore, en favorisant le financement des infrastructures sur celui du fonctionnement et des recherches conduites au sein des centres de recherche et des laboratoires, on favorise une politique du béton, sans se poser cette question fondamentale : qui travaillera dorénavant dans ces infrastructures (c'est le problème des budgets de fonctionnement), quelles recherches d'avenir y mènera-t-on (c'est celui de l'avenir de la recherche et de la connaissance elle-même) ?

Ce sont toutes ces inquiétudes que suscitent les orientations proposées par le dernier budget. On peut espérer que ces visées ne viennent pas prendre la place de celles qui ont permis le développement d'une grande expertise en recherche dans tous les domaines de la connaissance au Canada. C'est la crainte légitime qu'entretient actuellement le monde de la recherche. Il faut éviter que, par des décisions fondées sur une conception restreinte de la nécessité économique, on sacrifie le soutien tout aussi indispensable qu'exige le développement de la recherche fondamentale et la poursuite des grands chantiers que nous avons déjà entrepris. Le succès de ces activités nécessite à la fois

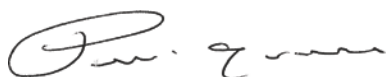
...3



une vision à long terme, mais également des budgets de recherche et de fonctionnement à la hauteur des objectifs poursuivis. Leur stagnation actuelle nous condamne à l'immobilisme, pousse les universités à des coupures désastreuses et menace l'avenir de la relève en recherche pour les trente prochaines années. Comme vous le savez sans doute, Monsieur le Premier Ministre, l'avenir ne se construit pas sur une conjoncture... Nous espérons que vous serez sensible à ces arguments.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de nos sentiments les plus distingués.

Le président de l'Acfas,



Pierre Noreau

PN/cd

- c.c. M. Gilles Duceppe, chef du Bloc québécois
M. Michael Ignatieff, chef du Parti libéral du Canada
M. Jack Layton, chef du Nouveau parti démocratique du Canada
M. Gary Goodyear, ministre d'État aux sciences et technologie

